12. Tout en insistant sur la réelle prise en compte des positions des OSC dans le processus REDD+ par le Gouvernement à travers le ST-REDD+, la Plateforme saisit cette opportunité pour remercier le MINEPDED, la Banque Mondiale, la FAO-MRV, la GIZ, l'UICN, TI-C, la SNV, WRI et WWF qui, par leurs appuis institutionnels, techniques et financiers depuis Juillet 2012, date de début de sa phase opérationnelle, lui permettent de contribuer activement au processus REDD+ du Cameroun.

Fait à Yaoundé, le 13 octobre 2016
Les participant(e)s

CONTACTS

- **Mme Cécile NDJEBET**, Coordonnatrice Nationale de la plateforme REDD&CC de la société civile.
  Email : cecilendjebet28@gmail.com
- **M. Jean ABBE**, Coordonnateur National de la plateforme REDD&CC de la société civile.
  Email : abbecm@yahoo.fr
- **M. Dahiru MACKIE**, Coordonnateur National de la plateforme REDD&CC de la société civile.
  Email : macky18daira@yahoo.fr
- **Secretariat permanent** : reddccplateformecameroun@gmail.com

Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile
sur REDD et Changement Climatique (PFN-REDD&CC)

Atelier d'information sur l'état d'avancement du processus REDD+ du Cameroun : Acquis, contraintes et perspectives dans l'optique de la préparation de la Revue à mi-parcours (MTR), le Dossier de Préparation (R-Package) et le Programme de réduction des émissions (ER-Program)

Note de position

La Coordination nationale
13 octobre 2016

Créée le 23 juillet 2011 à Yaoundé, la Plateforme Nationale REDD&CC est à sa phase opérationnelle depuis Juillet 2012. Grâce à l'appui institutionnel, technique, financier de ces partenaires comme le MINEPDED, la Banque Mondiale, la FAO-MRV, la GIZ, l'UICN, TI-C, la SNV, WRI et WWF, la plateforme nationale REDD&CC participe activement au processus REDD+ du Cameroun à tous les niveaux.
Après la validation du R-PP en Février 2013, le Cameroun a lancé la formulation de la stratégie nationale REDD+ depuis Juin 2014. Parallèlement à ce processus, le Cameroun s'est engagé dans un programme de réduction des émissions. La note de concept du Programme de Réduction des Emissions, en Anglais « Emission Reduction Program Idea Note (ER-PIN) » a été validée en Juin 2016 à Paris à la suite de son deuxième examen par le Comité des Participants du Fonds Carbone du FCPF.
Quatre mois après la validation du ER-PIN du Cameroun et deux ans après le lancement de la stratégie nationale REDD+ du Cameroun, la société civile à travers la Plateforme nationale REDD&CC a voulu s'informer auprès du ST/REDD+ sur l'état d'avancement du processus REDD+ au Cameroun. D'autre part, la plateforme souhaite ouvrir les échanges sur la collaboration avec le Secrétariat Technique REDD+ (ST/REDD+) dans le sens du renforcement et de l'amélioration de l'implication de la société civile dans le processus REDD+ du Cameroun.

Dans ce cadre et pour permettre une meilleure participation à la Revue à mi-parcours (MTR), à l'élaboration du Dossier de Préparation (R-Package) et le Programme de Réduction des émissions (ER-program), la Plateforme a organisé ce jour 13 octobre 2016 une réunion d'information sur le processus REDD+ du Cameroun.

A la suite des travaux de cet atelier qui a permis de faire une analyse de l'état d'avancement du processus REDD+ du Cameroun en dégageant les principaux Acquis du processus ainsi que les Contraintes et Perspectives pour l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement, la Plateforme Nationale REDD+&CC a formulé la Note de position dont la teneur suit :

1. La Plateforme note que l'élaboration de la Stratégie Nationale REDD+ nécessite non seulement une mobilisation financière importante de l'ordre de 29 millions de dollars US (selon le ST-REDD+), mais aussi une implication et une participation active des administrations techniques et sectorielles, des populations à la base, des Organisations de la Société Civile (OSC), du secteur privé, des partenaires techniques et financiers et de tous les acteurs de la vie sociale et économique du Pays.

2. La Plateforme note que le Gouvernement à travers le Secrétariat Technique (ST) REDD+ a engagé grâce à l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers (KFW, FCPF/Banque Mondiale, UICN, etc.) des études techniques spécifiques dans l'élaboration de la Stratégie nationale REDD+. De même, le ST-REDD+ a conduit des consultations publiques et des réunions d'information et de sensibilisation impliquant les communautés villageoises et les chefs traditionnels ; les femmes, les jeunes, les Peuples Autochtones et les organisations à base communautaire dans les villages ; les organisations de la société civile de toute diversité ; les coordinations communales, régionales et nationale de la Plateforme REDD&CC de la société civile ; les Communes ; les responsables des administrations techniques sectorielles et les autorités administratives des arrondissements, des départements et des régions ainsi que des partenaires techniques et financiers du Cameroun.

3. La Plateforme relève que les difficultés auxquelles le processus REDD+ fait face et dont il s'avère urgent de répondre sont d'ordre organisationnel, managérial et financier.

a. Sur le plan organisationnel, le ST-REDD+ qui est l'organe au centre du dispositif REDD+ ne dispose pas d'une marge de manœuvre suffisante lui permettant de prendre des initiatives et de répondre en temps réel aux attentes des parties prenantes. Son dispositif est englué dans des procédures administratives très lourdes alors qu'il aurait fallu lui donner un statut particulier lui permettant une certaine réactivité. Cette situation est la cause de nombreux retards dans la livraison des résultats.

b. Sur le plan managérial, il y a une centralisation à outrance et une confusion de responsabilités amenant le ST-REDD+ à réaliser par lui-même des activités qui relèvent des compétences de la Plateforme REDD&CC, des OSC et autres expertises nationales. Cette situation donne l'impression que la Plateforme REDD&CC et les OSC sont en marge du processus REDD+.

c. Sur le plan financier, la Plateforme REDD&CC est d'une part limitée et ne dispose pas de fonds d'appui institutionnel, ce qui est de nature à brider la dynamique d'implantation de ses démembrements et la mobilisation des membres. D'autre part, la cristallisation de toutes les activités au sein du ST-REDD+ et de quelques partenaires internationaux n'offre pas la possibilité à la Plateforme et aux OSC nationales de recevoir des appuis financiers spécifiques pour mener les activités en droite ligne avec le processus REDD+.

4. La Plateforme relève avec satisfaction les acquis déjà enregistrés dans le processus d'élaboration de la Stratégie nationale REDD+ deux ans après le démarrage et encourage le Gouvernement à travers le ST-REDD+ à réorienter sa démarche de collaboration avec les partenaires et la société civile pour une contribution plus active et la valorisation des acquis, des capacités, des compétences et l'expertise des OSC nationales.

5. La Plateforme souhaite que le processus REDD+ soit décentralisé avec de réels encrages dans les Communes et la définition des mécanismes de partage des bénéfices.

6. La Plateforme invite le Gouvernement à intégrer les mécanismes de droits coutumiers tant dans les mécanismes de partage de bénéfices que dans la gestion des conflits.

7. La Plateforme interpelle le ST-REDD+ au sujet des rencontres avec certains partenaires techniques et financiers sans la participation des représentants de la Plateforme nationale REDD&CC de la société civile. Elle estime que ces rencontres semblent être des occasions pour l'exclusion des OSC nationales au profit de certaines organisations internationales ou pour la négociation des contrats sans réelle prise en compte des intérêts nationaux.

8. La Plateforme souhaite une réelle ouverture du ST-REDD+ pour des échanges directs et transparents avec la Plateforme REDD&CC de la société civile à tous les niveaux ; tant dans les négociations avec les partenaires techniques et financiers que dans la planification, le processus de mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités.

9. Dans la matérialisation des engagements du Gouvernement à impliquer, à valoriser la contribution et à permettre aux OSC de s'approprier de tout le processus REDD+, la Plateforme souhaite que le ST-REDD+ externalise certaines études et la mise en œuvre de certaines activités (consultations publiques, information, sensibilisation, organisation des réunions et ateliers techniques, suivi technique et reporting) au profit des OSC nationales à travers un mécanisme souple de responsabilisation et de suivi.

10. La Plateforme souhaite que le Gouvernement à travers le ST-REDD+ l'appuie et l'accompagne dans sa quête de mobilisation des financements pour son appui institutionnel, son renforcement organisationnel et son fonctionnement pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de ses activités et une meilleure visibilité de ses démembrements sur le terrain.

11. Afin de positionner les OSC dans les différents domaines pour une suite positive et la capitalisation de leurs initiatives dans le processus REDD+, la Plateforme invite toutes les OSC et réseaux à produire annuellement une synthèse d'activités spécifiques à la REDD+&CC.